



**CDEN du lundi 10 décembre 2018
déclaration liminaire FSU**

L'ampleur du mouvement social actuel doit amener le gouvernement à prendre en compte en urgence les revendications portées par les citoyens.

Depuis des années, le pouvoir choisit de traiter par le mépris les constats et revendications des corps intermédiaires dont nous sommes. Les piteux dysfonctionnements du vote électronique pour les élections professionnelles participent de la même désinvolture.

Depuis des années, la FSU alerte sur la question des salaires, des pensions, de la protection sociale, de la fiscalité, des conditions de travail des personnels et des conditions d'études des élèves pour son champ d'intervention.

Depuis des années, la FSU alerte aussi sur les conséquences dramatiques de l'explosion de la précarité dans le privé et le public, sur la mise à mal des services publics, et sur l'augmentation des inégalités.

Mais le gouvernement s'entête dans ses mesures : tout pour les nantis, et toujours moins pour les autres. Les mesures inégalitaires s'empilent. Pour les uns le CICE (+38 milliards pour les entreprises) et la suppression de l'ISF (ce sont 16 milliards qui ne rentreront pas dans les caisses de l'État sous le quinquennat). Pour les autres, la diminution des APL, l'augmentation de la CSG, les journées de carence, le recours aux contrats précaires, les heures supplémentaires (payées ou non), la baisse des aides sociales. Les suppressions de postes et les coupures de budgets restreignent l'accès pour tous aux services publics, au droit à recevoir un enseignement de qualité, au droit à recevoir des soins quelque que soit sa position sociale. Les mesures impactent tous les domaines : transport (SNCF, Air France etc.), énergie, justice, hôpitaux, EPADH...

Aujourd'hui, le gouvernement doit prendre la responsabilité de ses choix politiques : ceux-ci ont mis à mal la justice sociale de notre pays et génèrent des réactions violentes.

Si le mouvement des « gilets jaunes » est hétérogène, ce qu'il met unanimement en avant, c'est la revendication du droit pour tous et chacun à vivre et être traité dignement.

Pour l'Éducation nationale, le message adressé mercredi 5 décembre 2018 aux lycéens de notre pays par le gouvernement via l'expression du ministre de l'Éducation est révélateur : plutôt que d'entendre le «NON» à des réformes des lycées inégalitaires qui

instaurent une logique de tri social dans le continuum du bac « -3 +3 » choisie par le Ministère ; plutôt que d'entendre le « NON » au constat d'inégalités de participation et de traitement via Parcoursup ; plutôt que d'entendre le « NON » à un bac local qui ne pourra plus être synonyme d'ascenseur social, et plutôt que d'entendre le « NON » à des augmentations de frais d'inscriptions dans le supérieur notamment pour des jeunes étrangers, que fait notre Ministre de l'Éducation nationale ? Il se satisfait d'un message à tous les chefs d'établissements pour leur exprimer « *qu'ils font face à une situation exceptionnelle dont l'origine n'a rien à voir avec l'École* ». Il ne comprend pas que son choix de répondre à une augmentation démographique des effectifs en lycée par des suppressions de postes d'enseignants tout en prônant « l'école de la confiance » constitue un mépris envers ceux qui investissent dans l'école les valeurs d'égalité.

L'arrestation massive et sans discernement des jeunes de Mantes la Jolie, leur traitement indigne d'une démocratie, les blessures graves dont une lycéenne a été victime en Isère sont autant de conséquences désastreuses de choix politiques inadaptés.

La FSU38 appelle donc :

- * les personnels exerçant dans les collèges et lycées de l'Isère à soutenir et accompagner tous les mouvements des lycéens de l'Isère pour défendre leurs droits à expression, mobilisation et manifestation (des préavis de grève sont déposés jour par jour et jusqu'aux prochaines vacances par le SNES-FSU et le SNUTER-FSU)
- * tous les personnels de l'Éducation Nationale à la grève et à la manifestation ce vendredi 14 décembre.

En ce qui concerne plus particulièrement l'ordre du jour de ce CDEN, la FSU s'étonne que les ajustements proposés concernant l'Est de l'agglomération grenobloise aient fait l'impasse sur une refonte de la carte des collèges de Grenoble Nord, incluant la cité scolaire Europole, dans la recherche d'une mixité sociale profitable à tous. Les inégalités s'installent et s'ancrent y compris dans de tels choix locaux. L'enjeu du maintien des moyens de l'Éducation Prioritaire pour les établissements concernés par la réorganisation prend dans ce contexte une importance particulière.